

Leçon n° 5 : La France et la construction de nouveaux États par la guerre et la diplomatie

Introduction : En 1815, au congrès de Vienne, les mouvements nationaux avaient été niés. Les premiers succès du principe des nationalités viennent avec les indépendances belges et grecques au début des années 30 alors qu'en 1848 il ébranle l'Europe (Printemps des Peuples). Durant les deux décennies suivantes, par la guerre et la diplomatie, naissent le royaume d'Italie et l'Empire allemand, la France jouant un grand rôle dans ce mouvement d'unification nationale.

Comment la France participe-t-elle à la construction des états-nations entre 1848 et 1871 ?

I - Napoléon III et le principe des nationalités

Napoléon III et le principe des nationalités

« Dès ses premiers écrits, il se penche sur la question européenne. Comme un grand nombre de ses contemporains, il estime que, depuis la Révolution, **la France est investie d'une mission vis-à-vis de l'Europe. Elle doit ouvrir la voie à l'émancipation des autres peuples...** Au passage, il défend la politique de son oncle ... **Napoléon Ier n'aurait ainsi livré que des guerres défensives** pour protéger les bienfaits de la Révolution et l'intégrité de la France **avec la volonté de libérer les peuples asservis**, de bâtir une Europe plus juste et de garantir la paix par une large confédération des nations. **Le congrès de Vienne aurait anéanti ses projets. Ému par le soulèvement des Grecs contre la domination ottomane...il a souhaité aller combattre en leur faveur mais, encore mineur, il a cédé à l'autorité paternelle qui lui a opposé un refus formel.** La cause italienne ne l'a pas laissé non plus indifférent. **En 1831, il a participé avec son frère aîné à l'insurrection de la Romagne contre le pouvoir temporel du pape et contre les Autrichiens, échec au cours duquel son frère est mort et lui a manqué de perdre la vie...**Durant les premières années de son règne, le souverain est attaché à « l'entente cordiale » avec l'Angleterre, meilleur moyen selon lui de briser l'isolement de la France. Les deux pays participent conjointement à la **guerre de Crimée contre la Russie. La France n'a pas d'intérêt direct à faire valoir dans ce conflit, mais son engagement et sa victoire lui permettent de reprendre sa place dans le concert européen et d'y jouer un rôle d'arbitre...**le congrès de Paris de 1856 apparaît comme l'éclatante revanche de celui de Vienne. Le souverain français parvient à briser l'alliance qui unissait jusque-là l'Angleterre, la Russie, l'Autriche et la Prusse. C'est aussi grâce à Napoléon III que la question italienne est posée et que la Serbie, le Monténégro et les principautés roumaines obtiennent une large autonomie. S'il est partisan des nationalités, le souverain français est néanmoins réaliste. Il estime qu'il faut procéder par étapes pour ne pas s'aliéner toutes les puissances. La France doit également y trouver son compte ».

La Guerre de Crimée 1853-1856

[Vidéo](#)

En 1783, la Crimée passe sous la domination des russes qui fondent Sébastopol. Leur ambition : contrôler la mer Noire et conquérir Constantinople. En 1853, Nicolas Ier attaque l'empire Ottoman, les russes occupent la Moldavie et la Valachie, attaquent les Ottomans à Sinope. Inquiètes des ambitions russes, la France et l'Angleterre interviennent en 1854, les troupes du tsar se replient en Crimée. Sébastopol subit un long siège d'un an et les russes sont défaits le 11 septembre 1855.

Le contexte géopolitique

- Empire russe
- Empire ottoman
- Territoire vassal de l'Empire ottoman

L'offensive russe de 1853

- Poussée russe vers le sud
- Mouvement des Russes
- Victoire russe

La contre-offensive de 1854

- Mouvement des alliés
- Victoire des alliés
- Siège de Sébastopol

Les conséquences du conflit

- Perte territoriale russe
- Détroit stratégique (toujours contrôlé par les Ottomans)



Atlas historique mondial,
Les Arènes-L'Histoire, 2019.

Le traité de Paris 1856



A l'issue du conflit, le traité de Paris signé le 30 mars 1856 garantit l'intégrité de l'empire ottoman, neutralise la mer Noire et les Détroits, enlève à la Russie les bouches du Danube et la Bessarabie méridionale mais lui laisse la Crimée.

<https://histoire-image.org/> et Atlas historique mondial, Les Arènes-L'Histoire, 2019.

Le traité de Paris 1856

baron de Bourqueney, envoyé
extraordinaire et ministre
plénipotentiaire de France à Vienne

comte Colonna-Walewski, ministre des Affaires
étrangères, fils naturel de Napoléon 1er et Marie
Walewsk, préside la conférence

Buste de
Napoléon III



Portrait de
Napoléon 1er

comte de Cavour,
président du
Conseil et ministre
des Finances du roi
de Sardaigne

comte Orloff, aide
de camp général du
tsar

Mouhammed-Emin-
Aali-Pacha, grand vizir
de l'Empire ottoman

Ministère des Affaires étrangères, salon du Congrès.

I - Napoléon III et le principe des nationalités

Trace : Napoléon III, dès sa jeunesse, a défendu la cause des peuples opprimés pour leur émancipation. Lié aux Carbonari, ils se bat en Italie, les armes à la main (Romagne 1830-1831). Arrivé au pouvoir, il mène une politique étrangère dont le but est de bouleverser l'ordre de la Sainte Alliance et des traités de 1815. Il souhaite un équilibre européen assuré par un système de congrès qui permettrait de résoudre pacifiquement les principaux problèmes internationaux. Avec la guerre de Crimée (1853-1856) sa vision du principe des nationalités comme levier du rétablissement de la prépondérance de la France se concrétise. En 1853, le tsar Nicolas 1er attaque l'empire Ottoman à Sinope ; le 12 mars 1854, Grande Bretagne et France s'unissent à la Turquie et déclarent la guerre à la Russie. En 1855, Cavour, chef du gouvernement du royaume de Piémont Sardaigne se joint à eux : c'est le moyen pour lui de poser la question italienne devant l'Europe. Les troupes du Tsar se replient en Crimée, Sébastopol tombe en septembre 1855 (110 000 tués côté russe, 95 000 chez les français), les russes capitulent. Napoléon III, arbitre de l'Europe, réunit les représentants des états belligérants ainsi que ceux de Prusse et Autriche à Paris pour un congrès entre février et avril 1856 : c'est la revanche du congrès de Vienne car l'Autriche a lâché la Russie. Aussi, le congrès de Paris voit la question des nationalités posée de manière officielle : le Piémont évoque le problème de la domination autrichienne sur l'Italie.

II - L'unité italienne : le soutien français

A - La situation avant 1858

La péninsule italienne avant l'unification

1831 : Des révolutions embrasent l'Italie centrale (février-mars). L'Autriche intervient pour rétablir l'ordre. Mazzini fonde la « Jeune Italie ».

1848 : Des révolutions éclatent (février-décembre). Le roi de Piémont déclare la guerre à l'Autriche, « première guerre d'indépendance ». Après Novare, Charles Albert abdique au profit de Victor Emmanuel

1849 : Après Venise, la république est proclamée à Florence et à Rome où le corps expéditionnaire français réprime le mouvement.

1852 : Le libéral modéré Cavour devient président du Conseil à Turin.

1856 : Au Congrès de Paris, Cavour attire l'attention des puissances européennes sur le sort de l'Italie.

1858 : Cavour rencontre Napoléon III à Plombières (juillet) et les conditions de l'aide française sont décidées.



Risorgimento: mot italien signifiant « Renaissance » ou « Résurgence » utilisé pour qualifier la période de la seconde moitié du XIX^e siècle qui permet l'unification progressive de l'Italie autour du royaume de Piémont-Sardaigne.

L'entrevue de Plombières 21 juillet 1858

De Plombières, le 21 juillet, Cavour écrit au marquis de Villamarina, ambassadeur de Sardaigne à Paris : " J'ai passé près de huit heures en tête-à-tête avec l'Empereur, qui m'a exprimé son plus profond intérêt, m'assurant qu'il ne nous abandonnerait jamais. J'ai insisté vigoureusement auprès de lui pour être autorisé à vous faire part de nos secrets, et il a accepté ».

Lettre de Cavour à V.E. 24 juillet 1858

« aussitôt que je fus introduit dans son cabinet, il entra dans le sujet qui avait été la cause de mon voyage. Il commença en disant qu'il était décidé d'aider la Sardaigne de toutes ses forces dans une guerre contre l'Autriche...l'Empereur me dit : « Avant d'aller plus loin, il faut réfléchir à deux difficultés sérieuses que nous rencontrerons en Italie. Le pape et le roi de Naples. Il faut que je sois indulgent avec eux : avec les premiers pour ne pas soulever contre moi les catholiques de France. avec le second de conserver les sympathies de la Russie, qui met une sorte de point d'honneur à protéger le roi Ferdinand » ...Quel serait le but de la guerre ? « L'Empereur concéda sans difficulté qu'il fallait expulser les Autrichiens d'Italie et ne pas leur laisser un pouce de territoire au-delà des Alpes et de l'Isonzo... La Vallée du Pô, la Romagne et les Légations constituerait le royaume de Haute-Italie, sur lequel régnerait la maison de Savoie. Rome et le territoire qui l'entoure seraient conservés pour le pape. Le reste des États du pape, avec la Toscane, formeraient le royaume d'Italie centrale...[au sud] le Royaume de Naples. Les quatre États italiens formeraient une Confédération semblable à la Confédération allemande, dont la présidence serait confiée au Pape pour le consoler de la perte de la meilleure partie de ses États....Après avoir réglé le sort futur de l'Italie, l'Empereur me demanda ce que la France aurait et si VM céderait la Savoie et le comté de Nice ».



Camillo Benso,
comte de Cavour
(1810-1861)

A - La situation avant 1858

Trace : La péninsule italienne est divisée en 10 états en 1815, la Lombardie et la Vénétie étant directement contrôlées par l'Autriche dont l'influence indirecte s'étend aussi à d'autres États comme le royaume de Naples. En 1848, la première guerre d'indépendance contre l'Autriche menée par le royaume de Piémont-Sardaigne a échoué, la péninsule reste divisée en 8 états. Cependant ce royaume désormais dominé par Victor Emmanuel II conserve sa constitution libérale. Camillo Benso, comte de Cavour (1810-1861), ancien directeur du journal « Il Risorgimento », en devient président du Conseil en 1852. En 1856 au Congrès de Paris, Cavour attire l'attention des puissances européennes sur le sort de l'Italie mais il sait qu'il aura besoin d'un allié contre l'Autriche. Une entrevue secrète est organisée entre ce dernier et napoléon III à Plombières dans les Vosges le 21 juillet 1858 : elle débouche sur une alliance militaire contre l'Autriche et prévoit la réorganisation de la péninsule sous la forme d'une confédération de 4 états, en échange de quoi la France recevrait la Savoie et le comté de Nice. Le 26 janvier 1859, l'alliance franco-Sarde est officiellement signée.

B - Une unification progressive : 1859-1871

L'unification de la péninsule italienne

1859 : Le Piémont et la France mènent la « deuxième guerre d'indépendance » contre l'Autriche et remportent les victoires de Magenta et Solférino. Après l'armistice de Villafranca, la Lombardie est rattachée au Piémont.



[Vidéo](#)
jusqu'
à 3'15

<https://www.lhistoire.fr>, collection, janvier 2011 et Histoire du XIXe siècle, Bernstein et Milza, Hatier 2021 p. 357..

Napoléon III protège les Etats Pontificaux

Napoléon III, tout en défendant l'unité italienne, a toujours protégé les droits de la papauté. Battu à Sedan le 3 septembre 1870 par les Prussiens, il ne peut empêcher les Italiens de prendre Rome le 20 septembre : les Romains votent alors leur rattachement au royaume d'Italie. Rome devient la capitale du pays le 30 juin 1871, le Risorgimento est terminé.

Très-Saint-Père,

[...] Une de mes plus vives préoccupations, pendant comme après la guerre¹, a été la situation des États de l'Église, et certes, parmi les raisons puissantes qui m'ont engagé à faire si promptement la paix, il faut compter la crainte de voir la révolution prendre tous les jours de plus grandes proportions. Les faits ont une logique inexorable, et malgré mon dévouement au Saint-Siège, malgré la présence de mes troupes à Rome, je ne pouvais échapper à une certaine solidarité avec les effets du mouvement national provoqué en Italie par la lutte contre l'Autriche [...].

Que reste-t-il donc à faire ? Car enfin cette incertitude ne peut pas durer toujours. Après un examen sérieux des difficultés et des dangers que présentaient les diverses combinaisons, je le dis avec un regret sincère, et, quelque pénible que soit la solution, ce qui me paraîtrait le plus conforme aux véritables intérêts du Saint-Siège, ce serait de faire le sacrifice des provinces révoltées. Si le Saint-Père, pour le repos de l'Europe, renonçait à ces provinces qui, depuis cinquante ans, suscitent tant d'embarras à son gouvernement, et qu'en échange il demandât aux puissances de lui garantir la possession du reste, je ne doute pas du retour immédiat de l'ordre. Alors le Saint-Père assurerait à l'Italie reconnaissante la paix pendant de longues années, et au Saint-Siège la possession paisible des États de l'Église.

Recueil des lettres de Sa Majesté l'empereur à Sa Sainteté le pape Pie IX, Paris, 1860, BnF / Gallica.

1. La guerre contre l'Autriche de 1859.

Le rattachement de Nice et de la Savoie à la France

Plébiscite du comté de Nice 15-16 avril 1860

Inscrits : 30 712 - votants : 25 933 - abstentions : 4 779

Oui : 25 743 - Non : 160 - Nuls : 30

VOTE PAR CANTONS	INSCRITS	VOTANTS	OUI	NON	NULS
Nice	7 918	6 846	6 810	11	25
Sospel	2 777	2 047	1 952	93	2
Menton-Roquebrune	1 120	889	833	54	2

<https://www.departement06.fr/> extrait : 3 des 15 cantons

22 & 23 AVRIL 1860

Les populations de la Savoie appelées
à manifester leur volonté
par le suffrage universel déclarent
qu'elles veulent être réunies à la France

INSCRITS 141 799
VOTANTS 137 189
POUR LA RÉUNION 136 566

29 AVRIL & 14 MAI 1860

la Cour d'appel en audience solennelle
proclame le résultat du vote

Plaque commémorative
dans la salle des
audiences solennelles
du palais de justice de
Chambéry (Savoie)

<https://fr.wikipedia.org/>

Traité de Turin, 24 mars 1860 (extraits)

Article premier - Sa Majesté le Roi de Sardaigne consent à la **réunion** de la Savoie et de l'arrondissement de Nice (circondario di Nizza) à la France et renonce pour lui et tous ses descendants et successeurs en faveur de S. M. l'Empereur des Français, à ses droits et titres sur lesdits territoires... cette réunion sera effectuée sans nulle contrainte de la volonté des populations

Art. 3. - Une commission mixte déterminera, dans un esprit d'équité, les frontières des deux États en tenant compte de la configuration des montagnes et de la nécessité de la défense.

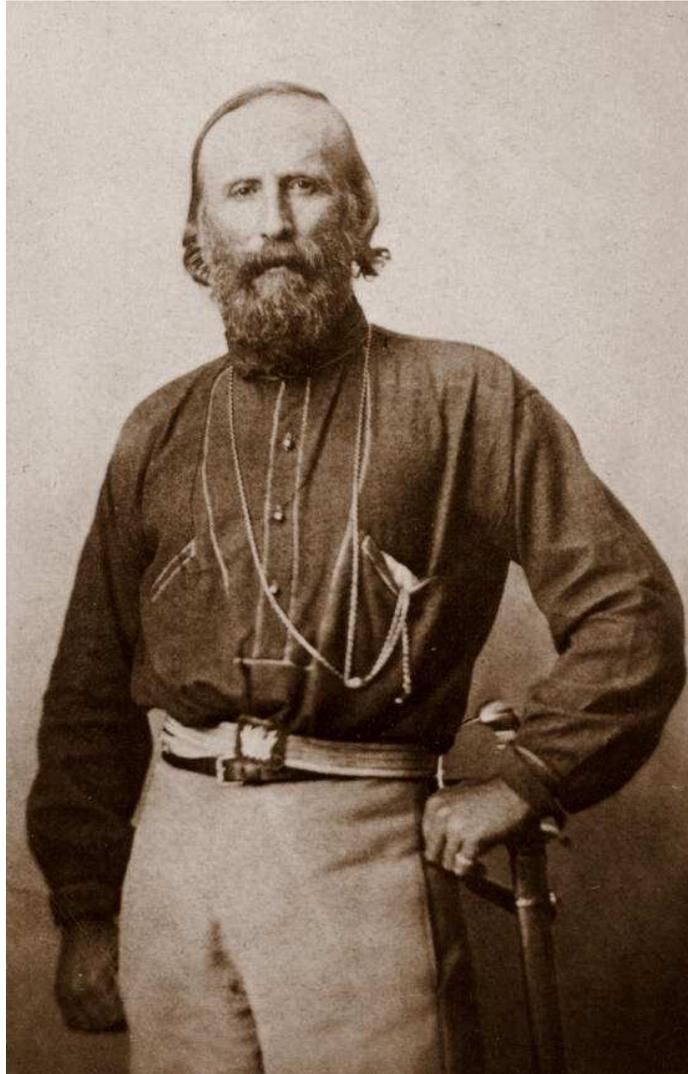
Art. 6. - Les sujets sardes originaires de la Savoie et de l'arrondissement de Nice, ou domiciliés actuellement dans ces provinces, qui entendent conserver la nationalité sarde, jouiront pendant l'espace d'un an ... de la faculté de transporter leur domicile en Italie et de s'y fixer

<https://ehne.fr/> Sylvain Milbach , « L'annexion de Nice et de la Savoie à la France (1860) », Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe le 11/04/23

B - Une unification progressive : 1859-1871

Trace : Le 19 avril 1859 l'Autriche engage les hostilités, le 4 juin une grande bataille s'engage à Magenta qui donne la victoire aux franco-Sardes et ouvre la route de la Lombardie. Le 24 juin une seconde bataille à Solférino, une effroyable tuerie, conduit à la trêve de Villafranca le 9 juillet : la paix de Zürich remet la Lombardie à la France qui la rétrocède au Piémont mais la Vénétie reste autrichienne. Napoléon III souhaite la paix car les catholiques français sont soucieux du sort du pape et des Etats Pontificaux mais il se rallie à l'idée d'un démembrement partiel des Etats Pontificaux à la fin décembre 1859. Cavour se sentant trahi démissionne et encourage des soulèvements en Italie centrale dont les territoires révoltés demandent leur rattachement au Piémont. En Mars 1860, des plébiscites votent le rattachement au Piémont de la Toscane, Parme, Modène et la Romagne en échange de quoi la France reçoit après le traité de Turin (24 mars 1860) confirmé par deux plébiscites (Avril 1860, oui à plus de 99%) le comté de Nice et la Savoie : la conquête du vœu des populations devenait, pour la première fois, un argument indispensable pour légitimer un transfert de nationalité.

Giuseppe Garibaldi (1807-1882)



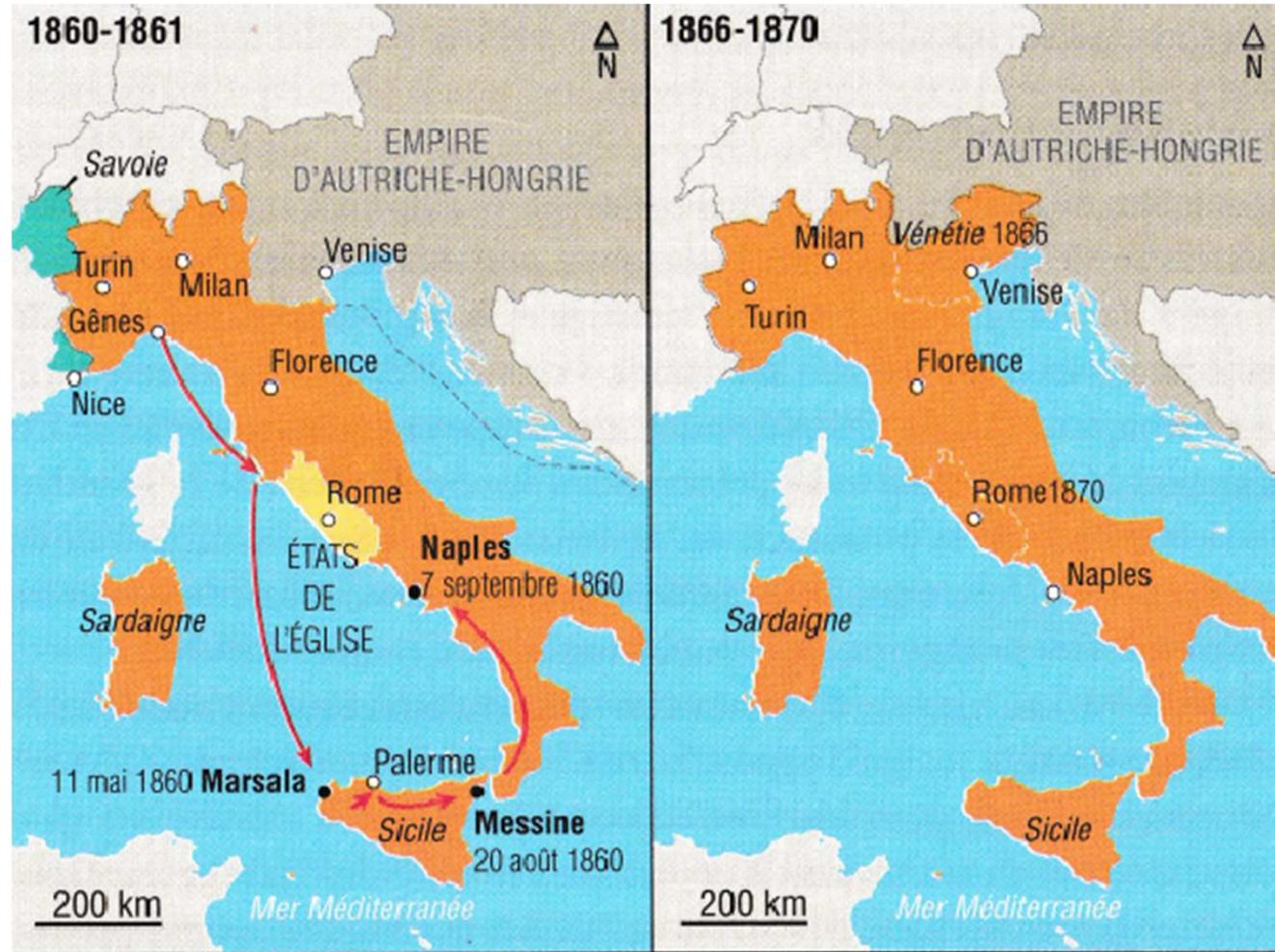
Giuseppe Garibaldi à Naples, en 1861. LIBRARY OF CONGRESS / WIKI MEDIA COMMONS

L'unification de la péninsule italienne

1860 : Garibaldi et ses mille « Chemises rouges » quittent Gênes (mai) et conquièrent la Sicile des Bourbons pour le roi de Piémont dont les troupes ont pénétré dans les États du pape.

1861 : En mars, Victor-Emmanuel II est proclamé « roi d'Italie ». Le Mezzogiorno est en état de guerre civile.

1866 : La « troisième guerre d'indépendance » permet au royaume d'Italie de reconquérir Venise et la Vénétie.



[Vidéo](#)
3'15-
5'

<https://www.lhistoire.fr>, collection, janvier 2011 et Histoire du XIXe siècle, Bernstein et Milza, Hatier 2021 p. 357..

L'unification de la péninsule italienne

1870 : Les troupes italiennes pénètrent à Rome (septembre).

1871 : La « loi des garanties » sanctionne la fin du pouvoir temporel du pape (mai) et Rome est officiellement proclamée capitale d'Italie (juillet).

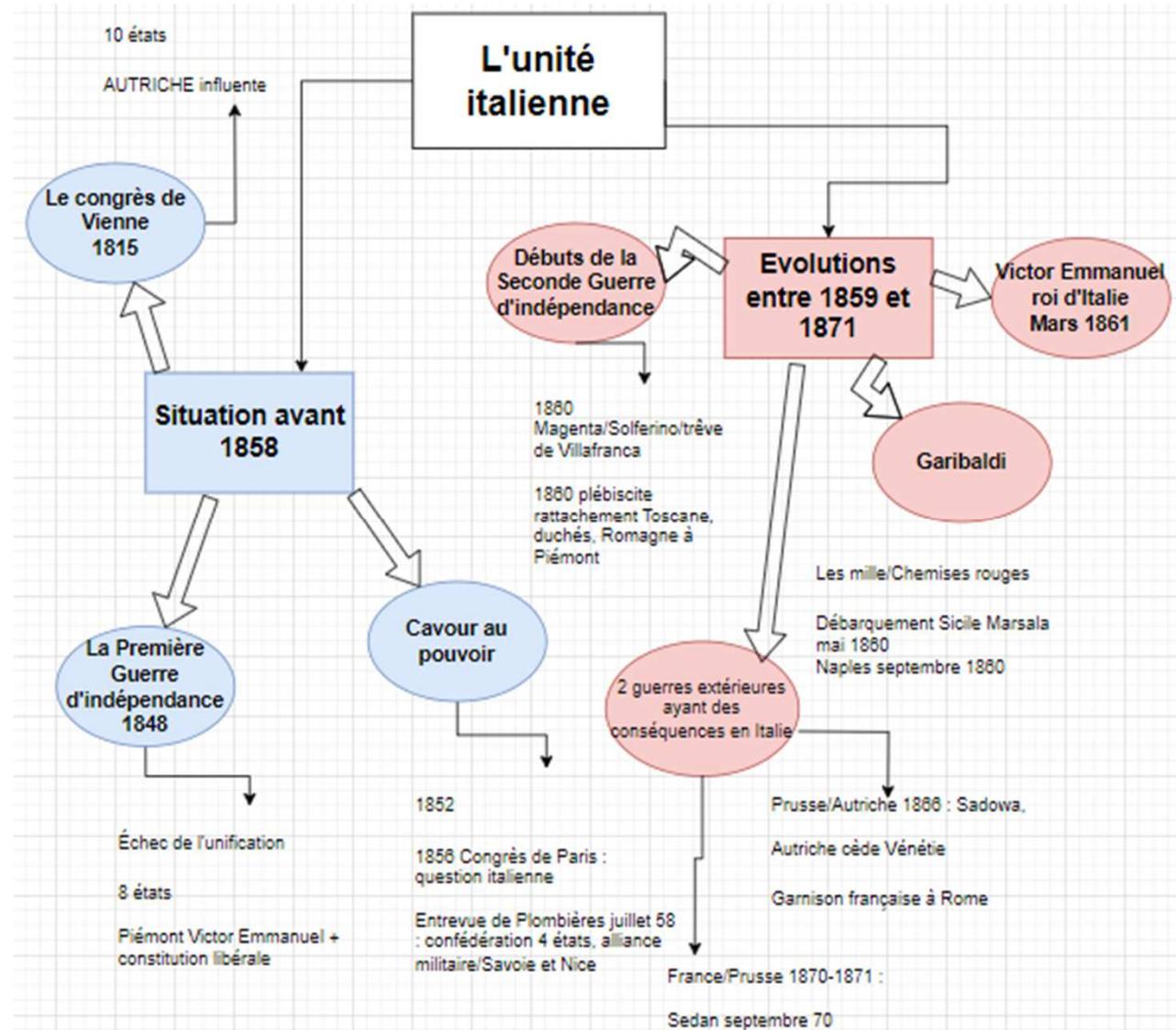


B - Une unification progressive : 1859-1871

Trace : Pour se rendre maître du royaume de Naples, Cavour revenu au pouvoir utilise Giuseppe Garibaldi, patriote italien né à Nice en 1807, qui recrute une armée de volontaires, les Mille, qu'il concentre à Gênes. Débarqué le 11 mai 1860 à Marsala en Sicile, Garibaldi et ses « chemises rouges » se rendent maître de l'île en deux mois puis passent sur le continent et entrent à Naples le 6 septembre. Garibaldi se proclame dictateur des Deux Siciles mais reconnaît Victor Emmanuel proclamé roi d'Italie en mars 1861. La Vénétie reste autrichienne, le pape est à la tête du Latium, dernier état pontifical.

La guerre s'engage entre Prusse et Autriche en 1866, Napoléon III a promis sa neutralité à Bismarck à condition qu'il accepte l'alliance avec l'Italie et accorde la Vénétie à l'Italie en cas de victoire. Le 2 juillet c'est la victoire de Sadowa pour les prussiens. Lors des traités de paix, L'Autriche cède la Vénétie à la France qui la remet à l'Italie. Les possessions du pape sont toujours défendues par la France mais la défaite française de Sedan (Septembre 1870) contre les troupes prussiennes permet aux troupes de Victor-Emmanuel de prendre Rome qui devient capitale de l'Italie en 1871.

Schéma bilan



III - L'unité allemande contre la France

A - La situation avant 1862

La Confédération germanique 1815



[Vidéo](#)
jusqu'
à 2'15

Le Zollverein 1834-1870



Le Printemps des peuples allemands (mars-juin 1848)

« la Prusse, désormais, va se fondre dans l'Allemagne »

Frédéric-Guillaume IV, 21 mars 1848.

COMBATS DE BARRICADES SUR ALEXANDERPLATZ à Berlin DANS LA NUIT DU 18 AU 19 MARS 1848.

© BPK, Berlin, Dist RMN - Grand Palais - Knud Petersen



A - La situation avant 1862

Trace : Suite au Congrès de Vienne de 1815, les Etats allemands sont réunis au sein d'une confédération germanique qui remplace le Saint Empire Romain Germanique (962-1806). Elle est présidée par l'empereur d'Autriche, dotée d'une diète à Francfort réunissant les représentants des 39 états souverains, royaumes, principautés et villes libres. La haine anti-française suite à l'occupation napoléonienne constitue alors le principal élément d'unité du nationalisme allemand.

Aussi, en 1834, une union douanière regroupe autour de la Prusse la plupart des états allemands, le Zollverein, unification économique dont l'Autriche est exclue et qui s'étend petit à petit à d'autres états. Depuis 1838 une monnaie commune circule, le Thaler d'union et en 1850 c'est un ensemble de 26 millions d'habitants qui est doté d'un système unique de taxes douanières.

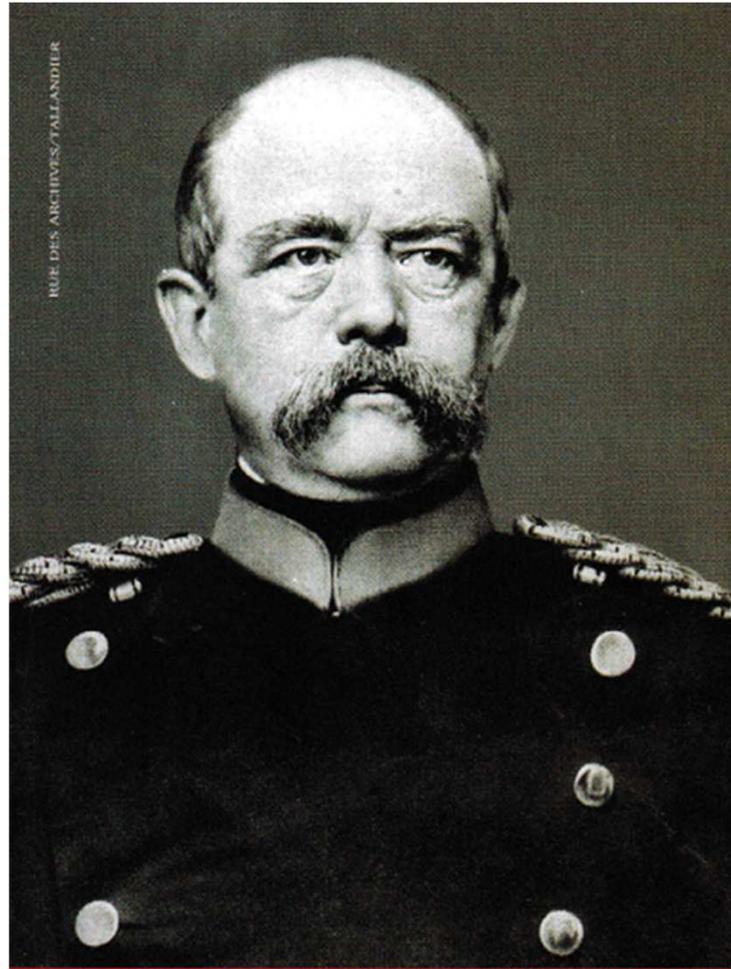
Mais le rêve d'unité politique trouve sa principale expression entre mars et mai 1848 durant le « Printemps des Peuples ». Le 18 mai 1848, 585 députés démocratiquement élus au suffrage universel se réunissent à Francfort dans un Parlement acquis à la cause de l'unité nationale. Le Parlement élit le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV empereur d'Allemagne, mais il refuse cette couronne, ne souhaitant la devoir qu'à des princes, non à des députés choisis par le peuple. C'est la fin du rêve d'unification par des méthodes libérales et démocratiques. La diète de Francfort est rétablie et avec elle tout le système que les nationalistes avaient voulu abolir, l'unité allemande est repoussée.

B - Bismarck, Guillaume Ier et la création de l'empire allemand

Le chancelier de fer

« Ce n'est pas par des discours et des décisions majoritaires que les grandes questions du temps seront réglées-ce fut l'erreur de 1848-1849-mais par le fer et le sang ».

Discours, 30 septembre 1862



Otto Von Bismarck

Vers l'Empire, 1861-1871



[Vidéo](#)
2'15-fin

Le Reichstag demande à Guillaume Ier d'accepter la couronne impériale 10 décembre 1870

Ce texte est rédigé pour montrer comment la victoire sur l'ennemi français mène à l'unification et à la proclamation du Reich.

Adresse au roi de Prusse

[Adresse votée dans la séance du 10 décembre du Reichstag par 188 voix contre 6.]

Très-haut, très puissant et très gracieux Roi !

À l'appel de votre Majesté, le peuple s'est réuni autour de ses chefs et il est allé défendre sur le sol étranger, avec un courage héroïque, la patrie criminellement provoquée. La guerre exige d'incalculables sacrifices ; mais la douleur profonde que fait éprouver la perte de nos vaillants fils n'ébranle pas la ferme volonté de la nation, qui ne déposera pas les armes avant que la paix ne soit garantie par des frontières assurées contre les attaques réitérées d'un voisin jaloux.

Grâce aux victoires auxquelles Votre Majesté a conduit les armées allemandes fidèlement unies par la fraternité d'armes, la nation voit arriver le jour d'une union durable.

²⁰ Le Parlement de la Confédération du Nord se joint aux princes de l'Allemagne du Sud pour demander à Votre Majesté qu'il lui plaise de consacrer l'œuvre d'union, en acceptant la couronne d'empereur germanique.

La couronne allemande, sur la tête de Votre Majesté, inaugurer²⁵ a pour l'empire d'Allemagne restauré des jours de puissance, de paix, de bien-être et de liberté garantie par la protection des lois.

La patrie exprime sa reconnaissance au chef et à la glorieuse armée à la tête de laquelle Votre Majesté se trouve encore aujourd'hui sur le champ de bataille témoin de nos victoires. La nation n'oubliera jamais le dévouement et les exploits de ses fils. Puisse-t-il être bientôt donné au peuple de voir l'Empereur couronné par la gloire, rendre la paix à la nation ! L'Allemagne unie a marché dans la ³⁰ guerre puissante et victorieuse sous la conduite de ses hauts chefs ; l'empire germanique uni sera puissant et pacifique sous son empereur.

Documents relatifs à la guerre franco-allemande 1870-1871, Archives diplomatiques, 1873, Amyot.

Le Reich proclamé



Le Reich est proclamé dans la galerie des Glaces de Versailles le 18 janvier 1871

Anton von Werner, *La Proclamation du Reich*, huile sur toile, 1885, 167 × 202cm, musée Bismarck, Friedrichsruh.

B - Bismarck, Guillaume Ier et la création de l'empire allemand

Trace : C'est avec l'arrivée au pouvoir d'Otto Von Bismarck, nommé chancelier du royaume de Prusse par Guillaume Ier en 1862, que l'unification allemande va se concrétiser. En 1864, devant le refus de la monarchie danoise de garantir les droits des allemands du Schleswig et du Holstein, il prend la tête d'une expédition militaire à laquelle il associe l'Autriche : le Schleswig échoit à la Prusse, le Holstein à l'Autriche. En 1866, il se tourne contre l'Autriche, envahit le Holstein et la bat à Sadowa en Bohême le 3 juillet. La confédération germanique est dissoute et remplacée en 1867 par une confédération de l'Allemagne du nord qui exclut l'Autriche, les états d'Allemagne du sud restent indépendants. A partir de 1869, la législation douanière du Zollverein devient la compétence d'un parlement douanier, le Zollparlement, première assemblée élue au suffrage universel par toute l'Allemagne. Mais c'est la guerre franco-prussienne de 1870-1871 qui parachève l'unification : le 18 janvier 1871, Guillaume Ier est proclamé empereur allemand dans la galerie des glaces du château de Versailles ; les états allemands du sud adhèrent à la confédération de l'Allemagne du nord ; Le Reich exclut près de 10 millions de germanophones (Allemands d'Autriche-Hongrie surtout) et inclut des populations polonaises, alsaciennes, danoises représentant 10% de sa population : c'est le triomphe de la conception de la nation fondée non pas sur l'adhésion des peuples mais sur la force des armes.

Réalisez votre schéma bilan